tal non réalisés, qui est injuste et impraticable et fait du ministre et du gouvernement la risée du pays?

M. l'Orateur: Le député sait bien que la question, sous sa forme actuelle, est irrecevable. Je donne la parole au député de Greenwood.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE LA RÉPUBLIQUE RHODÉSIE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite de la proclamation de la république de Rhodésie, le ministre fera-t-il une déclaration quant à l'adoucissement, au maintien ou au raffermissement des sanctions économiques contre ce pays?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'aurai peut-être l'occasion de faire plus tard une déclaration plus complète, mais je puis dire tout de suite que nous ne songeons à adoucir aucune des sanctions qui ont été appliquées contre ce pays ni à reconnaître sa souveraineté.

NIAMEY—LA COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE À LA CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État.

Étant donné que la conférence de Niamey aura lieu sous peu, le ministre est-il en mesure de dire si une entente est intervenue avec le gouvernement du Québec, afin que ce gouvernement soit représenté à la ladite conférence?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, en ce moment, nous sommes en pourparlers avec le gouvernement du Québec, mais ceux-ci ne sont pas complétés. Nous tenons, bien entendu, à ce que toutes les provinces qui comptent des groupes importants de francophones, assistent à la conférence de Niamey. Nous nous entendons tous là-dessus. Toutefois, nous insistons pour qu'à cette conférence internationale qui réunira des pays souverains, le Canada soit le délégué, avec l'appui des autres délégations provinciales qui s'intéressent à la question.

[Français]

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné l'importance de cette conférence pour le Québec, qui est le foyer national des Canadiens français, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement fédéral a offert au Québec la coprésidence de cette délégation?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous sommes prêts à reconnaître la place très spéciale qu'occupe le Québec à titre de province à majorité francophone.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre est-il en mesure de nous dire si la délégation du Canada à cette conférence des pays francophones sera conduite par un député fédéral de langue française plutôt que par quelque organisation provinciale?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il y a ici une certaine confusion et peut-être puis-je aider à la dissiper. En ce qui concerne ce que l'on pourrait appeler la conférence constitutionnelle, le représentant du Canada à l'assemblée constituante du nouvel organisme sera, bien entendu, un ministre canadien. J'espère qu'il sera l'un de nos plus distingués ministres de langue française.

L'hon. M. Stanfield: Pourquoi pas le ministre lui-même?

Une voix: Où tracez-vous la ligne de démarcation?

L'hon. M. Sharp: On peut évidemment concevoir différents arrangements pour toutes ces conférences qui seront tenues sous l'égide de ce nouvel organisme. De fait, comme nous l'avons indiqué dans les Livres blancs déposés à la Chambre, le gouvernement canadien serait très heureux de voir un ministre du Québec à la tête de la délégation canadienne.

[Plus tard]

[Français]

L'hon. M. Asselin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que des pourparlers étaient en cours avec le Québec. Étant donné que la conférence se tiendra au milieu du mois,